

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 58 DU RÈGLEMENT—
L'INTERVENTION MILITAIRE AMÉRICAINE AU SALVADOR

M. Edward Broadbent (Oshawa) propose:

Que la Chambre blâme le gouvernement de n'avoir pas protesté publiquement contre l'intervention militaire américaine en faveur de la junte du Salvador, et qu'elle demande au premier ministre de réclamer, au cours de ses conversations avec le président des États-Unis, la cessation de cette aide militaire à un régime rétrograde qui supprime les droits civils et combat ceux qui veulent établir un gouvernement démocratique.

—Madame le Président, peu avant la visite du président des États-Unis, nous voilà impliqués dans ce qui pourrait devenir un des événements politiques les plus marquants pour le nouveau gouvernement américain. Le conflit qui fait rage au Salvador risque beaucoup de dégénérer à l'intérieur du pays, mais aussi de s'étendre à d'autres pays et de prendre des proportions très inquiétantes non seulement pour les pays de cet hémisphère mais pour le monde entier.

Je tiens tout d'abord à préciser que je compte surtout parler du conflit qui déchire le Salvador, de l'histoire de ce pays et de la réalité contemporaine. Pour des raisons très compréhensibles, je crois que les Canadiens ne sont pas très au courant de ce qui se passe actuellement dans ce pays d'Amérique centrale. Je tiens à préciser que j'ai puisé la plupart des éléments de mon discours non pas dans des documents canadiens mais dans des documents américains. J'ai tiré ces renseignements de publications comme les revues *Harper* et *New York Times*, d'articles rédigés par des personnalités religieuses canadiennes et salvadoriennes, de même que par des syndicalistes canadiens, et enfin, dans un rapport préparé par le président de la commission interaméricaine des droits de la personne.

Quel est le dénominateur commun de ces groupes ou de ces gens? Tout d'abord, ce sont des adversaires des régimes autoritaires, qu'il s'agisse de régimes de gauche ou de droite. Ce sont des gens qui n'ont pas hésité non plus à condamner l'invasion soviétique en Afghanistan et qui condamnent tous l'intervention du gouvernement américain dans le conflit du Salvador. Tout comme ils avaient raison dans le cas précédent ils ont encore raison ainsi que je vais vous le démontrer dans le cas des Américains. Ce sur quoi je tiens à insister c'est que tous ces groupes, qu'il s'agisse d'autorités religieuses ou de rédacteurs de publications américaines importantes, ont démontré leur attachement profond non seulement envers la cause de la liberté mais aussi au service de la vérité. Ces deux caractéristiques sont très importantes ainsi qu'il va ressortir de ce débat sur cette importante question.

Tout d'abord, je tiens à rappeler certains faits concernant la population du Salvador. Il importe de savoir qu'il ne s'agit pas seulement d'un petit pays du point de vue géographique mais aussi du point de vue démographique car sa population s'établit aux alentours de cinq millions. Il faut tenir compte du fait que dans ce pays environ 2 p. 100 de la population possède 60 p. 100 des terres arables. Les paysans qui composent la vaste majorité de la population ne possèdent pratiquement aucune terre arable. Au niveau de l'éventail des revenus, 8 p. 100 de la population perçoit plus de 50 p. 100 du revenu national. Sur le plan du travail, qui permet aux hommes et aux femmes de mener une vie décente, il est pratiquement impossible pour la

El Salvador

majeure partie de la population d'occuper un emploi permanent. En fait seulement 16 p. 100 de la population active a du travail durant toute l'année. En 1979, le taux moyen de chômage a été de 25 p. 100. Voilà quelques chiffres qui dépeignent sans fard la réalité actuelle du El Salvador.

L'histoire du Salvador, qui a abouti à la situation politique actuelle que nous discutons aujourd'hui vient de ce que, pendant près d'un siècle, une oligarchie formée d'une poignée de familles a tenu en main tous les leviers du pouvoir politique et économique du Salvador. Ces familles possèdent les meilleures terres dont les cultures de café, de coton et de sucre ne répondent pas aux besoins de la population, mais alimentent plutôt les marchés d'exportation. Cette poignée de propriétaires terriens emploient une classe paysanne qu'ils exploitent honteusement, si l'on compare à la situation qui existe en Europe occidentale et en Amérique du Nord. Ceux qui nient cette exploitation ne disent pas la vérité.

Cette oligarchie traditionnelle a accaparé directement le pouvoir politique jusqu'au début des années 30. En 1932, à la suite d'une révolte des paysans qui a fait environ 30,000 morts, une dictature militaire a été instaurée et a maintenu le pays sous son joug jusqu'à nos jours. Depuis 50 ans, les gouvernements militaires se succèdent, veillant aux intérêts de l'oligarchie, tenant la majorité du peuple à l'écart du pouvoir et tuant dans l'œuf toute tentative de démocratisation. Je reviendrai là-dessus, à la lumière des déclarations faites par l'actuel ambassadeur des États-Unis aux Nations Unies.

Quand les Sandinistes ont pris le pouvoir au Nicaragua, il y a quelques années, il était évident que leur victoire aurait un retentissement important dans la région, surtout pour ceux qui luttent pour la démocratie contre les régimes dictatoriaux. S'il est un endroit où cette réaction fut immédiate ou très apparente, c'est bien au Salvador où le 15 octobre 1979 un groupe de jeunes officiers de l'armée ont renversé le dictateur militaire, le général Carlos Romero. Avec la formation d'un gouvernement militaire qui comptait aussi des civils partout les gens se sont mis à espérer immédiatement qu'on arriverait à établir une véritable démocratie sans rencontrer la résistance farouche et sanglante dont le Nicaragua avait été le théâtre. C'est bien ce qui est arrivé quand un chef social démocrate, M. Manuel Ungo, a été choisi par 14 organismes populaires pour faire partie de la junte de cinq hommes à la tête du pays. Un autre social démocrate, M. Hector Oeli, fut nommé sous-ministre des affaires étrangères.

● (1510)

Ceux qui espéraient que les réformes promises et dont on avait tant besoin seraient entreprises ont rapidement perdu toute illusion. Les forces de sécurité ont commencé leurs actes de terrorisme. Le nouveau gouvernement a déclaré qu'il visait à démocratiser le pays et à entreprendre de sérieuses réformes politiques et économiques. Toutefois, le peuple et les éléments civils du gouvernement se sont bien rendu compte que de puissantes forces établies depuis longtemps au Salvador, continueraient à contrecarrer ces objectifs démocratiques. Les militaires d'extrême droite sont devenus plus puissants et ils ont écarté les militaires à tendance plutôt démocratique qui faisaient partie de la junte. La répression et la violation des droits de la personne sont devenus chose courante au Salvador. Parallèlement, l'oligarchie et ses alliés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du gouvernement, ont empêché toute tentative de